

Les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard ont demandé au ministre de lever les restrictions s'appliquant au financement des programmes établis. Ils ont droit aux mêmes programmes de santé et d'enseignement de qualité dont jouissent les autres Canadiens.

* * *

[Français]

LES TRANSPORTS

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Madame la Présidente, bonne nouvelle aujourd'hui pour la population canadienne. Notre collègue, l'honorable Benoît Bouchard, devient titulaire de l'important ministère de l'Industrie, de la Science et de la Technologie. Les compétences de celui-ci deviennent un atout pour le développement des régions à un moment où les disparités régionales ont besoin d'être atténuées. Mais si cette nomination pour plusieurs est une bonne nouvelle, n'empêche que la population du Saguenay-Lac-Saint-Jean n'aura pu bénéficier à sa juste valeur du passage de cet important ministre aux Transports.

Le gouvernement du Québec s'est tellement traîné les pieds, qu'un tronçon à peine de trois kilomètres aura été réalisé en six ans sur l'autoroute Alma-La Baie. Mais qu'on se le tienne pour dit, madame la Présidente, les députés conservateurs de la région n'abandonneront pas ainsi le dossier. Il y a 11 millions à sauver d'ici le 31 mars 1991, et je vais harceler le gouvernement du Québec pour que notre région ne perde pas ces sommes d'argent.

* * *

[Traduction]

LES FORÊTS

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Madame la Présidente, le gouvernement n'a pas du tout réussi à mettre sur pied son programme environnemental. Il laisse maintenant tomber les accords fédéraux-provinciaux sur les forêts, qui devaient assurer le reboisement de nos forêts.

Les accords avec l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta n'ont pas été signés depuis leur expiration, il y a un an. Dans le cas de la Colombie-Britannique, le gouvernement a sacrifié le brise-glace Polar 8, notre bois d'oeuvre et notre poisson. En outre, il a trahi notre collectivité forestière en retardant la signature d'un nouvel accord sur les forêts en Colombie-Britannique.

Au même moment que le ministère est constitué le budget est radicalement réduit, et les accords demeurent non financés.

Le temps est venu de mettre fin au tour de passe-passe des conservateurs. Le ministre devrait se mettre à l'oeuvre et signer tout de suite de nouveaux accords.

Article 31 du Règlement

LE BUDGET

M. Felix Holtmann (Portage—Interlake): Madame la Présidente, le gouvernement a en main un plan de renouveau économique qui doit être respecté, malgré les protestations injurieuses des députés de l'opposition, qui, en cinq ans et deux élections, n'ont offert ni solution, ni but, ni vision, ni direction au public canadien.

• (1110)

Le ministre des Finances a déclaré que le gouvernement continuera de faire non pas ce qui est facile ou qui le rendra populaire, mais d'agir dans l'intérêt du pays.

L'opposition est prête à acheter sa popularité avec l'argent des contribuables, méthode qu'ont appliquée pendant 22 ans les gouvernements libéraux-néo-démocrates de naguère. C'est une attitude méprisante qui témoigne de l'atavisme du gouvernement précédent.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

M. John Manley (Ottawa—Sud): Madame la Présidente, encore une fois dans le budget de cette semaine, le gouvernement a révélé sa véritable position au sujet de la science et de la technologie. Au moment où le Canada a désespérément besoin de mettre l'accent sur des initiatives scientifiques qui seraient le gage de notre force économique dans l'avenir, le gouvernement réduit de 39 millions de dollars le budget alloué aux programmes scientifiques.

Au lieu de gaspiller des millions pour faire de la propagande, imposer la TPS et déménager de la capitale nationale les installations et les emplois existants dans le secteur scientifique, le gouvernement devrait s'engager encore plus fermement à développer la technologie environnementale ainsi que les nouvelles sources énergétiques et à augmenter les budgets des conseils qui subventionnent la recherche.

La croissance relativement forte du Canada comparativement à celle des autres pays de l'OCDE masque notre faiblesse économique. Le taux de croissance de notre productivité est l'indice le plus révélateur de notre santé économique, mais nous tirons de l'arrière dans ce domaine.

Le gouvernement ne devrait pas considérer la science, l'ingénierie, la technologie et l'enseignement postsecondaire comme des secteurs où il lui est loisible de réduire les budgets. Ce sont des investissements qui garantissent l'avenir du Canada.